



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité risques
Unité de gestion des procédures environnementales

installations classées pour la protection de l'environnement
installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 01 AOÛT 2025

**portant PROROGATION DE LA MISE EN SERVICE DU PARC EOLIEN DU CHENE TORD AUTORISÉ
par arrêté préfectoral du 20 novembre 2017**

**Société ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIES LOCALES (EEL)
Parc éolien du Chêne Tord - 56140 CARO et 56460 VAL D'OUST**

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-48 et R.515-109 ;

Vu le décret du 7 mai 2025 nommant M. Michaël GALY préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.181-1-2° du code de l'environnement obtenue par arrêté préfectoral portant autorisation environnementale du 20 novembre 2017 pour l'installation et l'exploitation de huit éoliennes et deux postes de livraison, sur le territoire des communes de Caro et Val d'Oust ;

Vu le courrier du 31 janvier 2025 de la société EEL Environnement et Énergies Locales sollicitant une prorogation d'une durée de 5 ans du délai de validité de l'autorisation à compter du 19 août 2025 ;

Vu les recours contentieux déposés le 21 mars 2018 par la commune de Monterrein, la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF) et des riverains contre l'autorisation environnementale du 20 novembre 2017 ;

Vu la décision du conseil d'État du 19 décembre 2022 n°462808 rejetant le recours des requérants contre l'autorisation environnementale du 20 novembre 2017 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 février 2025 ;

Vu le projet d'arrêté adressé à la société EEL par courriel du 29 avril 2025 dans le cadre du contradictoire ;

Vu la réponse de la société EEL par courriel du 16 mai 2025, complétée par courrier du 7 juillet 2025 ;

Considérant que l'article R.181-48 dispose que l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai ;

Considérant qu'en application de l'article R.515-109 du code de l'environnement :

- ce délai de mise en service peut être prorogé dans la limite d'un délai total de dix ans, incluant le délai initial de trois ans, par le représentant de l'État dans le département, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ou la déclaration, lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai ;
- nonobstant les dispositions des deux premières phrases de l'article R.123-24, la prorogation susmentionnée emporte celle de la validité de l'enquête publique ;

Considérant que l'autorisation délivrée le 20 novembre 2017 a fait l'objet de recours contentieux enregistrés le 21 mars 2018 devant le tribunal administratif de Rennes, le 30 septembre 2020 devant la cour administrative d'appel de Nantes et le 1^{er} avril 2022 devant le Conseil d'Etat. Ces recours ont été rejetés par le conseil d'État par décision du 19 décembre 2022 ;

Considérant, qu'en raison de ces recours :

- l'exploitant n'a pu mettre en service son installation dans le délai prévu par l'acte initial pour des raisons indépendantes de sa volonté ;
- le délai de mise en service du parc éolien a été suspendu du 21 mars 2018 au 19 décembre 2022 ;
- l'échéance du délai de mise en service du parc et consécutivement l'échéance du délai de validité de l'autorisation, ont été reportés au 18 août 2025 ;

Considérant qu'en application de l'article R.515-109 la prorogation du délai de mise en service est admise en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation et pour des raisons indépendantes de la volonté de l'exploitant ;

Considérant en l'espèce que :

- la consistance du parc reste identique ;
- les modifications législatives ou réglementaires intervenues dans le cadre de la mise en place du régime de l'autorisation environnementale, de la loi industrie verte et des modifications de l'arrêté du 26 août 2011 de prescriptions générales applicables aux éoliennes, ne sauraient être regardées comme constituant un changement substantiel de circonstances de droit au sens des dispositions de l'article R.515-109 précité ;

Considérant par ailleurs que l'exploitant fait état de difficultés d'approvisionnement, à savoir l'allongement des délais de livraison des éoliennes et de raccordement électrique ;

Considérant l'accord de principe du fournisseur des 8 éoliennes indiquant que le délai nécessaire, pour la livraison sur site et la mise en service du modèle d'éolienne retenu, est approximativement de 34 mois ;

Considérant que ces difficultés sont indépendantes de la volonté de l'exploitant et qu'il y a lieu de proroger la validité de l'autorisation environnementale délivrée le 20 novembre 2017 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1

Le délai accordé à la société EEL pour mettre en service le parc éolien du Chêne-Tord situé dans les communes de Caro et Val d'Oust, est prorogé à compter du 19 août 2025, jusqu'au 18 août 2030.

ARTICLE 2 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré à la Cour administrative d'appel de Nantes par voie postale ou par l'application informatique « Télérécours citoyens », accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée.
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-15 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ – INFORMATION DES TIERS

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie de l'arrêté est déposée en mairies de CARO et VAL D'OUST et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de CARO et VAL D'OUST pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement.
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires de CARO et VAL D'OUST, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 01 AOUT 2025
Le préfet
Pour le Préfet, par délégation,
Le secrétaire général,
Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- Mme la sous-préfète de Pontivy
- Mmes et MM. les maires de Caro, Val d'Oust, Augan, Guillac, Malestroit, Monterrein, Montertelot, Ploermel, Reminiac, Ruffiac, Saint-Abraham, Saint-Congard, Saint-Marcel, Sérent et Treall
- M. le DREAL – Unité départementale du Morbihan
- M. le président de la société Environnement et Énergies Locales - La Barre d'en Haut 56140 Caro